

Les subsides

Si 200,000 emplois ont été créés dans tout le Canada, 20,000 d'entre eux devraient se trouver en Colombie-Britannique. Or, au lieu de compter 20,000 emplois de plus, la Colombie-Britannique a 23,000 emplois de moins aujourd'hui qu'elle en avait en septembre 1984. Elle a perdu mille autres emplois le mois dernier. En septembre 1984, 1,226,000 Canadiens de la Colombie-Britannique étaient en emploi. En avril 1985, ce nombre avait diminué de 23,000 et était tombé à 1,203,000. En septembre, le taux de chômage était de 14.1 p. 100. Il était de 15.4 p. 100 en avril. C'est là une hausse de 1.3 p. 100. Une étude effectuée récemment dans ma circonscription révèle que le taux de chômage réel y est de 26 p. 100. Si le gouvernement de la Colombie-Britannique avait pris le même genre d'initiatives que le gouvernement manitobain et si son taux de chômage avait été le même que celui du Manitoba, la Colombie-Britannique compterait maintenant 90,000 emplois de plus.

Les chiffres ne disent rien de la pauvreté et de la misère réelles qu'a causées ce chômage généralisé. Nous admettons qu'il y avait du chômage en Colombie-Britannique avant le 4 septembre 1984, soit avant l'avènement du présent gouvernement. Il découle de la politique créditiste qui appartient aux années 50 et 60 et du programme de bradage mis en œuvre par feu W. A. C. Bennett, père du premier ministre actuel. A l'époque, nos ressources étaient abandonnées à de grandes multinationales qui cherchaient à maximiser leurs profits. La population n'a plus eu son mot à dire dans la planification de l'exploitation et l'utilisation de ces ressources. Cette politique s'est trouvée aggravée par les compressions budgétaires imposées en 1983 par le premier ministre actuel. S'est ajoutée à tout cela l'indifférence des libéraux durant toutes les années qu'ils ont été au pouvoir. Les libéraux ont maintenant payé pour leur indifférence, mais les Canadiens de la Colombie-Britannique continuent d'en faire les frais et de payer pour la mauvaise gestion économique des créditistes et des conservateurs.

Au cours de la dernière campagne électorale, les conservateurs qui sont aujourd'hui au gouvernement ont tiré parti de l'indifférence libérale. Ils ont promis bien des choses, y compris une toute nouvelle ère de collaboration avec les provinces. Jusqu'à maintenant, la collaboration fédérale-provinciale promise avec le gouvernement créditiste n'a rien rapporté aux Canadiens de la Colombie-Britannique. Le pire, c'est qu'on n'a pas su obtenir une garantie de financement par la voie d'une Entente de développement économique régional. Le gouvernement de la Colombie-Britannique a fini par céder au ministre de l'Expansion industrielle régionale et a accepté une somme moins que suffisante dans le cadre de cet accord.

Qu'est-ce qui a cloché entre les gouvernements fédéral et provinciaux? Certainement pas la question idéologique. Le gouvernement fédéral et celui de la Colombie-Britannique vont main dans la main sur le plan de l'idéologie. Quand le gouvernement créditiste a présenté son budget d'austérité en 1983, celui qui dirigeait alors l'opposition officielle a applaudi, en ajoutant toutefois qu'il aurait agi un peu différemment.

Nous avons parlé de ce document du vice-premier ministre (M. Nielsen) concernant les compressions budgétaires pratiquées dans les programmes pour les autochtones. La différence entre le gouvernement fédéral et celui de la Colombie-Britannique se résume à une question de style. Pour le fond, c'est du pareil au même. Pour sa part, quand il a présenté son programme d'austérité en 1983, Bill Bennett a choisi de porter un

seul grand coup en déposant la même journée vingt-six projets de loi prévoyant des restrictions. La méthode employée par le groupe de travail du vice-premier ministre est plus habile; elle consiste à lancer des rumeurs, à y opposer des démentis de même qu'à annoncer les compressions les jours où les médias n'y prêteront guère attention parce que la matière à nouvelles abonde. Pour le fond, n'importe quel ministre créditiste de la Colombie-Britannique aurait pu rédiger le mémoire que le groupe de travail a adressé au cabinet. Je signale aux Canadiens que cinq autres documents de stratégie prévoyant des compressions budgétaires sont attendus.

Examinons quelques-unes des promesses conservatrices. La construction navale est un secteur important à Victoria et dans la région métropolitaine de Vancouver. Les tories avaient promis une aide de 75 millions de dollars aux chantiers maritimes. Or le budget des dépenses de l'année en cours prévoit une réduction de 10 millions de dollars au titre du Programme d'aide aux constructeurs de navires. Le printemps dernier, le ministre des Pêches et des Océans (M. Fraser), qui était porte-parole de son parti dans ce domaine, a déclaré que son gouvernement entreprendrait immédiatement la deuxième étape du Programme de repeuplement des rivières à saumon. Cette mesure s'imposait de toute urgence, disait-il. Mais le manque de crédits nous engluait dans la phase transitoire. On n'ajoutera rien, à ce chapitre, aux initiatives qu'avait prises le gouvernement précédent.

• (1700)

Le premier ministre a signé le traité canado-américain sur la pêche au saumon. Le ministre des Pêches et des Océans l'y avait encouragé, lui qui parcourt maintenant les États-Unis et les pays d'Europe, alors que le secteur des pêches est dans le marasme en Colombie-Britannique.

Mon collègue, le député de Comox-Powell River (M. Skelly), déplore à la Chambre la grave situation des pêcheurs à la traîne du golfe, pendant que le ministre se balade en Europe. On n'a pas daigné informer ces pêcheurs de la date où commencera la saison de pêche, si bien qu'ils ont dû enfreindre la loi en toute connaissance de cause pour protester contre leur situation.

La pêche sportive fait toujours face à beaucoup d'incertitudes au sujet de son avenir. Même si on a prévu la prise de quelques 270,000 saumons Chinook, on sait fort bien que cela sera loin de suffire à la demande annuelle.

La Colombie-Britannique a été l'une des dernières provinces à se ressentir des effets de la dépression actuelle. Au moment où d'autres régions du pays commençaient à subir les effets d'une récession, l'économie de la Colombie-Britannique était assez florissante. Cependant, à mon avis, la Colombie-Britannique a ensuite été frappée plus durement que les autres provinces par la récession. Alors que les gens parlaient d'une relance il y a près d'un an, la Colombie-Britannique n'est toujours pas sortie de la récession. Cela est largement attribuable aux mesures prises par le gouvernement provincial et à la politique d'austérité du gouvernement fédéral.

La crise de l'emploi en Colombie-Britannique, au Canada et dans le monde à l'heure actuelle n'est pas simplement un problème politique et économique, mais bien un problème culturel et écologique. Cette crise nécessite des solutions à court et à long termes.